

Le ras-le-bol des patrons s'intensifie

Le Parisien consacre sa une au mouvement lancé en novembre dernier par les dirigeants d'entreprises. De 200 signataires de la tribune publiée dans L'Express – intitulée « Trop, c'est trop ! » – le groupe compte désormais plus de 2000 chefs d'entreprises qui s'accordent sur un point : la stratégie actuelle n'est pas la bonne. « Les entrepreneurs ont payé le coût de l'instabilité, analyse Mathieu Plane (OFCE). Ils voient bien qu'en attendant des réformes structurelles, ils peuvent être une variable d'ajustement pour trouver des financements. » Dans l'entourage du Premier ministre, on démine le sujet. « Les entreprises exigent de la visibilité, mais les paramètres sur la fiscalité sont tous tombés lors des discussions budgétaires. Et le temps leur donnera raison », explique-t-on, pour dire qu'elles ne devraient pas être lésées à l'arrivée. Pour le quotidien, si le dossier n'est pas pris très au sérieux par l'exécutif, c'est aussi parce que la force de frappe des patrons n'est pas celle des Gilets jaunes. « Quelle contestation peut en déboucher ? s'interroge Mathieu Plane. À part la délocalisation, qui serait un choix très lourd, ce mouvement reflète surtout une crainte. » (Le Parisien, p.2)

« “Si on ne prend pas la parole, cela va mal se terminer” », titre encore Le Parisien qui ouvre ses colonnes à Eric Maumy, président du groupe d'assurance April et Karine Charbonnier, ex-patronne de la visserie Beck. « Nous souhaitons avoir des leviers partout en France pour interpeller les députés et les sénateurs lorsqu'il y a par exemple une fermeture d'usine », explique cette dernière qui appelle les élus à « rendre des comptes. » Parmi les mesures qui ne « passent pas », une éventuelle taxe Zucman ou la remise en cause du pacte Dutreil. « Nous sommes là pour défendre l'économie et les mesures qui permettent de maintenir les entreprises en France. Les patrons sont des patriotes : une société qui est rachetée par un concurrent étranger, c'est un siège social et des fonctions support qui disparaissent », rappelle Eric Mauny. (Le Parisien, p.2 et 3)